

ZONE
ROUGE

CHRISTOPHE LAMFALUSSY

ZONE ROUGE

UN GRAND REPORTER FACE
À L'ENFER DES GUERRES

Sommaire

Avant-propos	7
Baptême du feu à Sarajevo	15
Immersion dans New York	21
À l'école du journalisme local	35
La chute du Mur	47
L'implosion en ex-Yougoslavie	63
Les traumatismes de la guerre	77
Sous les bombes de l'OTAN	91
Les Twin Towers	107
Les tueurs du commandant Massoud	117
Vladimir Poutine, invité d'honneur	127
Burn-out afghan	135
Zone rouge	147
Chez les Frères musulmans	157
Du côté de chez Bachar	163
La vague des djihadistes	175
Parler aux victimes	189
Le Rojava, <i>terra incognita</i>	201
Sous les drones au Haut-Karabakh	217
Une image d'Épinal	227
Postface	239
Remerciements	255

Avant-propos

Ce qui suit n'est pas un recueil de mes mémoires, mais plutôt une tentative d'expliquer le métier de grand reporter, ses gloires et ses misères, à un public le plus large possible. Je veux transmettre ma passion du reportage. Je raconte mes expériences telles que je les ai vécues et telles que je m'en souviens. Certaines anecdotes ont été intégrées dans les articles publiés dans *La Libre Belgique*, mais beaucoup d'autres sont restées confinées dans mes archives. Fort heureusement, depuis le début des années 1990, je garde presque tous mes carnets de notes, agendas et photos au point de pouvoir reconstituer au plus juste le fil des événements. J'ai été surpris de découvrir, par cet exercice, combien la mémoire peut nous jouer des tours et être sélective. De grandes émotions ne s'oublient pas, mais qui se souvient, vingt ans plus tard, d'une humeur passagère ?

Dans les pages qui suivent, je vais vous emmener là où je suis allé, de Berlin au moment de la chute du mur à la Syrie plongée dans la guerre. Nous irons voir les tours fumantes du World Trade Center à New York, écouter les Frères musulmans d'Égypte, enquêter en Afghanistan sur les tueurs du commandant Massoud, interroger les djihadistes belges en Syrie. Je vous dirai comment s'est déroulée ma première nuit dans la ville assiégée de Sarajevo, qui m'a sauvé au Kosovo d'une mort quasi certaine sur un chemin miné, comment s'est comporté Vladimir Poutine lors d'un sommet de l'OTAN et la sourde angoisse que m'a procurée un bombardement par drones dans la poche arménienne du Haut-Karabakh.

Je vous parlerai de la guerre non pas du point de vue des militaires qui la font, mais des civils qui la subissent. Je vous présenterai des personnes remarquables qui m'ont ébloui par leur énergie et leur courage. Je rendrai hommage à ceux et celles qui ont été tués.

Je dirai aussi comment j'en suis arrivé là, par quels chemins inattendus je me suis retrouvé reporter de guerre, me rendant avec mes confrères dans les zones rouges de la planète alors que la plupart des civils cherchaient à les fuir.

Historiquement, les zones rouges désignent les champs de bataille de la Première Guerre mondiale, truffés de munitions et de dépouilles, dans lesquels certaines activités humaines restent interdites aujourd'hui encore. Chaque guerre a ses zones rouges qu'il faut ensuite patiemment déminer, tâche qui peut prendre des décennies. Il y en a toujours en Bosnie et au Kosovo et s'y sont ajoutées d'autres à Gaza ou en Ukraine. Les zones rouges sont aussi les pays ou les régions à éviter absolument, selon les avis de voyage publiés par les pays occidentaux.

Je partagerai aussi des éléments personnels et familiaux, non pas pour étaler ma vie privée, mais pour faire mieux comprendre ce qu'est la vie d'un journaliste confronté aux secousses du monde et celle de sa famille restée au pays. Je vous ferai part de mes doutes et de mes questionnements lorsque l'éthique du journaliste est confrontée à la réalité du terrain.

L'écrivain irlandais George Bernard Shaw a un jour écrit, de sa plume acerbe, qu'un journal était « une institution incapable de faire la différence entre un accident de bicyclette et l'effondrement d'une civilisation ». Le polémiste mettait en cause, il y a déjà près d'un siècle, une presse sensationnaliste qui avait perdu le sens des proportions, était soumise à des

impératifs commerciaux tels qu'elle se mettait à flatter les penchants les plus vils de ses lecteurs et perdait son ardeur à contrôler le fonctionnement des services publics. Shaw aimait la presse, mais il était critique et fondamentalement opposé à la censure. Il était lui-même journaliste.

J'ai travaillé plus de trente ans pour un journal, *La Libre Belgique*, qui m'a largement épargné les aléas de la presse à sensation, mais qui est passé par toutes les transformations imposées par la généralisation de l'Internet et des réseaux sociaux. Mon premier ordinateur à la rédaction était un Tandy 102, muni d'une petite fenêtre et d'un clavier, qu'on mettait en marche au moyen d'un langage codé extrêmement compliqué. Aujourd'hui, un simple effleurement des doigts sur l'écran d'un smartphone suffit pour regarder une vidéo envoyée du bout du monde ou écouter en *live* le discours d'un président américain.

L'essor de l'informatique a modifié profondément nos habitudes de lecture et a également eu comme conséquence funeste de dérouler le tapis rouge aux GAFAM, les grandes entreprises technologiques comme Google, Meta ou Amazon, qui se sont emparées du marché publicitaire qui autrefois faisait vivre les médias.

De plans de restructuration en coups de balai, tous les médias ont subi des chocs à répétition, qui se font sentir, en ce qui concerne ma génération, depuis des décennies. Je n'ai jamais connu de pause ni d'éclaircie dans les efforts d'adaptation à ce marché fragilisé.

L'une des conséquences a été l'apparition de médias sangsues, dit « agrégateurs de nouvelles », qui pompent sur les différents sites Internet des informations qu'ils ne produisent pas et qu'ils se contentent de reformuler à l'aide de l'intelligence artificielle. Une autre est l'apparition de titres racoleurs

dans le simple but d'attirer le lecteur et de l'inciter à cliquer, l'une des mesures qui déterminent la facture d'un encart publicitaire. Plus l'article bénéficie de clics, plus il remonte dans le fil des nouvelles, jusqu'à apparaître en *pole position* sur le site Internet. C'est comme cela qu'aujourd'hui, un article habilement titré sur le vol d'une bicyclette peut supplanter une analyse ennuyeuse sur l'effondrement d'une civilisation.

À cela s'ajoute, sur les réseaux sociaux et dans certains médias, la recherche de la polémique qui braque nos regards vers des sujets souvent dérisoires et nous empêche de voir les bouleversements géopolitiques à l'œuvre. Nous vivons dans un monde où les points de repère sont floutés et où il est difficile de faire la part entre le vrai et le faux, la fiction et la réalité.

Malgré ces vicissitudes, j'ai eu la chance, à *La Libre Belgique*, de pouvoir tracer ma propre voie et d'écrire à propos de sujets très divers, avec une constante, celle de pouvoir aller au-devant de l'actualité et de me rendre sur le terrain, comme on dit dans le métier. C'est ce bonheur que je veux aujourd'hui partager avec les lecteurs.

J'ajoute que tout, dans ce livre, a été vu et vécu et que, dans le texte, rien n'a été produit avec l'aide de l'intelligence artificielle. Enfin, s'il y a des erreurs, elles sont de mon unique responsabilité.





BAPTÊME DU FEU À SARAJEVO

Janvier 1993. Parti de Zagreb, le C-130 de l'armée de l'air allemande amorce un atterrissage en tire-bouchon vers l'aéroport de Sarajevo. Ses moteurs font un bruit d'enfer qu'atténuent à peine les protections auditives en mousse qui nous ont été remises avant le décollage. Une lumière rouge scintille dans la carlingue, signe que nous descendons vers la Bosnie-Herzégovine. Les visages sont tendus.

Peu avant, un lieutenant a distribué à chaque passager – une vingtaine au maximum – un casque et un gilet pare-éclats. Nous les avons endossés sans broncher. Je souris intérieurement quand je vois le lieutenant disposer consciencieusement son gilet sur son siège et s'asseoir dessus : ce sont donc des tirs d'arme légère au départ du sol qu'il craint le plus.

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Luftwaffe est engagée dans un conflit international. Elle assure des rotations humanitaires entre Zagreb et Sarajevo pour le compte de la Forpronu, la Force de protection des Nations unies déployée en Bosnie par le Conseil de sécurité. Du bout des lèvres, l'Allemagne a accepté de renouer avec une intervention militaire.

Sarajevo est assiégée par les forces serbes de Bosnie depuis neuf mois. Affamés, transis de froid, plusieurs centaines de milliers d'habitants y sont pris au piège et dépendent en partie de ce pont aérien humanitaire pour pouvoir s'alimenter. En

hiver, les potagers qu'ils ont réussi à sauvegarder dans la ville cernée ne donnent plus rien. Il faut vivre sur ses maigres réserves, compter sur l'aide internationale et, pour ceux qui peuvent se le permettre, s'approvisionner au marché noir.

Un atterrissage en tire-bouchon est particulièrement impressionnant. Il est conçu pour limiter au maximum l'exposition de l'avion aux tirs ennemis. Alors qu'il survole Sarajevo à haute altitude, notre C-130 plonge subitement et effectue des virages incessants jusqu'à se trouver dans l'axe de la piste. L'appareil touche le sol et freine à mort. Il se range en marche arrière, dans un vacarme assourdissant, vers le modeste hall des départs de Sarajevo. De cette façon, il peut décharger son aide humanitaire et ses passagers dans une plus grande sécurité, car l'aéroport, zone sécurisée par l'ONU, est situé sur la ligne de front.

Des blindés de l'armée française nous attendent, courtoisie à l'égard des rédacteurs en chef de la presse française membres d'un groupe mis sur pied par Robert Ménard, le directeur et cofondateur de Reporters sans Frontières (RSF), que j'ai rejoint à Paris. Ayant formé une section belge de RSF, j'ai été invité par Robert à rejoindre le groupe. Je suis dépêché par le quotidien *La Libre Belgique*, au service international duquel je travaille. Notre objectif : soutenir *Oslobodenje* (« Libération »), le journal qui résiste héroïquement au siège de Sarajevo, en publiant chaque jour des articles rédigés à quelques mètres de la ligne de front.

On ne voit rien depuis l'habitacle du blindé, sinon des bribes de paysage volées à travers les petites fenêtres quasi opaques. Le véhicule a l'avantage de nous protéger des tirs. Une vingtaine de minutes nous sont nécessaires pour parvenir à l'Holiday Inn, un cube de béton couvert de plaques jaunes et ocres construit pour les Jeux olympiques d'hiver de 1984.

L'engin se range devant l'entrée principale de l'hôtel, qui fait face à ce qu'on appelle la « *Sniper Alley* », le grand boulevard qui relie l'ancienne ville de Sarajevo aux nouveaux quartiers et l'un des endroits les plus dangereux de la ville. Je ne sais pour quelle raison les journalistes occidentaux ont établi leur base juste à cet endroit si exposé.

Nous sautons du blindé avec nos sacs et entrons rapidement dans le bâtiment. Le hall est sombre et poussiéreux, le sol couvert d'un tapis mauve. Les voix se répercutent dans l'atrium. À droite, un réceptionniste nous attend, impeccablement dressé dans son uniforme de service – sublime élégance d'un homme qui veut tenir son rang malgré la guerre et les privations.

Derrière lui, des dizaines de cartes de visite de reporters sont épinglées au mur. Le siège de Sarajevo s'étire déjà depuis avril 1992 ; plusieurs médias internationaux ont établi leur quartier général au Holiday Inn d'où leurs journalistes partent chaque matin à la recherche de nouveaux sujets. Christiane Amanpour, de CNN, est l'une des rares femmes présentes. Elle domine par son charisme l'aréopage des reporters de guerre. John Burns, du *New York Times*, en impose par son calme et son expérience. Paul Marchand, correspondant flamboyant notamment de la RTBF, fume le cigare et défie la mort à bord de sa Ford Sierra défoncée sur laquelle il a écrit, en anglais : « Ne gaspillez pas vos balles : je suis immortel ». Rémy Ourdan, futur journaliste du *Monde*, fait comme moi ses premières armes.

Il n'y a dans cet hôtel ni eau ni électricité. À cause du gel, les canalisations ont sauté. De temps à autre, le générateur apporte un peu de courant. Chaque prise est alors monopolisée pour la recharge des batteries. « Même dans des conditions extrêmes, nous souhaitons rendre votre séjour aussi plaisant que possible », prévient une notice.

Nous sommes le 13 janvier et il fait étonnamment doux pour un hiver balkanique, près de 13 °C en journée. Je partage une chambre avec Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*. La chambre n'est pas exposée aux tirs de l'armée serbo-bosniaque – toutes les chambres de ce côté-là ont été condamnées –, mais elle donne, à travers une fenêtre brisée, sur les deux grandes tours de la compagnie Unis déjà largement entamées par les tirs.

Je m'endors pour la première fois dans une ville assiégée... À minuit, je suis réveillé en sursaut par d'énormes explosions. À une centaine de mètres de notre chambre, les derniers étages des tours sont en feu. Le rythme des détonations des obus est incessant. Une peur terrible me cloue littéralement au lit. Je n'ose plus bouger. Faut-il descendre dans les caves ou compter sur le destin ? Les questions fusent dans ma tête : pourquoi me suis-je mis dans un tel pétrin ? En avais-je le droit, moi qui suis le père de trois petites filles ? Ma femme Catherine va-t-elle devoir s'en occuper seule ? À une heure du matin, l'échange de tirs se calme. Ne résonnent plus dans Sarajevo que quelques rafales de mitraillettes. Mon corps se détend.

Le lendemain matin, Laurent Joffrin m'affirme qu'il a dormi comme un ange, grâce à ses boules Quies. Je le soupçonne d'avoir également pris un somnifère. C'est ma première leçon de reporter de guerre : prévoir tout le nécessaire pour dormir coûte que coûte.

La salle du petit-déjeuner se trouve au sous-sol de l'hôtel, dans l'ancienne salle de conférence. On y descend par l'escalier, car l'ascenseur ne fonctionne plus. Autour des tables recouvertes de nappes impeccables, les journalistes sont harnachés comme des baroudeurs en attente d'une incursion dans la ville. J'interpelle un collègue français sur les tirs de la nuit. Il sourit. « Tu sais ce qu'il s'est passé ? Hier soir, c'était

le Nouvel An orthodoxe. Les Serbes ont tiré sur la ville pour fêter cela. Et les Bosniaques ont riposté. »

Cette guerre est absurde, comme toute guerre est absurde. Le conflit en ex-Yougoslavie est une guerre quasi médiévale, de villes assiégées et de tranchées, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'un nationalisme virulent. Elle survient alors qu'à Bruxelles, l'Europe communautaire se construit, après des années d'eupéessimisme. Le marché unique européen vient d'être instauré. L'Europe est à la fête alors qu'en Bosnie, la guerre fait des milliers de morts. Et pourtant, il n'y a que 1600 kilomètres entre Bruxelles et Sarajevo.

Ce jour-là, sans vraiment que je le décide, scelle mon destin de couvrir les ténèbres de l'Europe plus que ses lumières, de compatir avec les victimes des guerres plus que de m'éblouir devant les accomplissements de l'Europe.

IMMERSION DANS NEW YORK

Comment en suis-je arrivé là ? Comment peut-on être attiré par la guerre quand on a été objecteur de conscience ? Pourquoi ai-je côtoyé autant de militaires, guérilleros et insurgés au cours de ma vie professionnelle alors que je n'ai jamais pris une arme en main ? Je n'ai jamais résolu cette contradiction ; j'ai vécu avec elle.

En Belgique à la fin des années 1970, un service civil de vingt mois est une alternative au service militaire obligatoire de dix mois. Selon une loi de 1964, tout jeune Belge a le droit de refuser d'apprendre à tuer « même à des fins de défense nationale ou collective ». Il doit passer devant un juge qui évalue si ses intentions sont authentiques. À mon passage devant lui, le juge me fusille du regard. Je bredouille quelques explications.

À vrai dire, mes motivations sont mitigées : si je suis influencé par la doctrine chrétienne du « Tu ne tueras point », je vois aussi chez mes amis que le service militaire n'est plus que l'ombre de lui-même. L'un d'eux a servi pendant des mois au bar du mess des officiers. Un autre, fils de chasseur, n'a pu tirer que quelques balles au fusil mitrailleur lors d'un seul exercice de tir au cours de son service.

Le service civil est une mise à la disposition de la société. Certes, il est plus long que le service militaire, ce qui retarde l'entrée de l'objecteur dans le milieu professionnel, mais il

comporte aussi d'utiles formations, par exemple à l'action non violente dans la résolution des conflits sur la base des enseignements tirés de la lutte menée aux États-Unis par Martin Luther King.

Pour effectuer ce service, mon choix se porte sur le bureau de la Ligue des droits de l'homme à Bruxelles, où j'ai la chance de côtoyer de grands formats belges comme les avocats Marc De Kock, Régine Orfinger et l'ancien ministre de l'Intérieur Piet Vermeylen tout en assistant, dépité, à la régionalisation de la Ligue, qui s'organisera désormais en deux branches, une francophone et une néerlandophone.

À l'époque, le mouvement des objecteurs de conscience se mêle à une vague de pacifisme en Europe, qui proteste contre la course aux armements entre les alliés de l'OTAN et l'Union soviétique. Nous vivons depuis 1979 la « crise des euromissiles » : les États-Unis ont prévu d'installer des fusées Pershing II en Allemagne et des missiles de croisière dans cinq pays (Allemagne, Italie, Angleterre, Pays-Bas et Belgique) pour faire face à la multiplication des missiles nucléaires soviétiques SS-20 pointés vers l'Europe. Partout en Europe, les manifestations se multiplient, signe que quelque chose est en train de changer. La contestation culmine en octobre 1983 lors de manifestations monstres dans les capitales européennes, notamment à Bruxelles où défilent 400 000 personnes, manifestation à laquelle je participe.

À Paris, la mobilisation est moins forte – seulement 30 à 40 000 personnes descendent dans la rue à l'appel principalement du Parti communiste –, car la France ne fait pas partie des pays où l'OTAN entend déployer ses euromissiles et elle dispose de sa propre force de dissuasion nucléaire.

Les dirigeants européens ne fléchissent pas devant la pression de la rue. Ils considèrent qu'il faut faire contrepoids

aux missiles soviétiques pointés vers l'Europe tout en étant favorables à un désarmement négocié et équilibré. Ils trouvent un allié de poids en François Mitterrand qui prononce cette année-là une phrase désormais célèbre. « Moi aussi je suis contre les euromissiles. Seulement, je constate des choses simples : le pacifisme est à l'Ouest et les euromissiles sont à l'Est. Et je pense qu'il s'agit là d'un rapport inégal. » Le président français l'a dit au Bundestag en ce début de l'année 1983 et répété lors d'un dîner de gala au Palais royal à Bruxelles, en présence du roi Baudouin et de la reine Fabiola.

La mobilisation pacifiste n'empêche pas le déploiement des premiers euromissiles, mais celui-ci est finalement interrompu par l'arrivée au pouvoir à Moscou de Mikhaïl Gorbatchev. L'homme du Kremlin relance les pourparlers avec Washington pour l'interdiction des forces nucléaires intermédiaires, qui est finalement actée en 1987. Grâce à son courage politique et moral, il nous sauve d'une confrontation majeure.

Des années plus tard, la guerre en Bosnie et le siège de Sarajevo, le plus long de l'histoire contemporaine, me feront comprendre que le pacifisme s'accompagne, derrière sa vertu altruiste, d'une impossibilité de défendre les plus faibles lorsque ceux-ci sont confrontés à la loi des plus forts et qu'il faut, malheureusement, face à des régimes non démocratiques, s'armer pour avoir la paix (« *Si vis pacem, para bellum*. Si tu veux la paix, prépare la guerre », une citation attribuée à l'auteur romain Végèce).

À de très nombreuses reprises, de l'Éthiopie à la Bosnie en passant par le Kosovo et l'Afghanistan, j'accompagnerai l'armée belge dans ses missions et couvrirai ses opérations. Aujourd'hui encore, je manifeste le plus grand respect pour ceux et celles qui consacrent leur vie à la défense du pays

et à des missions internationales couvertes par les Nations unies. L'objecteur de conscience que j'étais n'est pas devenu militariste, il est devenu réaliste.

Le stage que j'effectue à la Ligue des droits de l'homme me permet de préparer une année d'études en journalisme aux États-Unis, d'obtenir une solide bourse de la Belgian American Educational Foundation (BAEF) et de poser ma candidature auprès des universités américaines.

Ce rêve date de mes 16 ans. L'affaire du Watergate, au sein de l'administration Nixon, m'a fasciné pour le contre-pouvoir que peut exercer le journalisme dans une démocratie et, à la sortie de l'adolescence, je me voyais déjà, comme Dustin Hoffman et Robert Redford dans *Les Hommes du président* (1976), porter une cravate dénouée sur une chemise bleue aux manches retroussées et tenter de convaincre un rédacteur en chef du bien-fondé d'une enquête. Le mystère de « Gorge profonde », la source des deux journalistes du *Washington Post* ayant dévoilé la tentative de mise sur écoute des locaux du Parti démocrate, m'inspire également.

Toutefois, être engagé par la rédaction d'un média belge est déjà compliqué à l'époque : tous les diplômés y mènent et la concurrence est forte. Il faut disposer d'un atout dans son jeu en sorte que son CV attire l'attention. À l'époque, les études de journalisme en Belgique sont très conventionnelles et peu axées sur la pratique. Beaucoup d'aspirants journalistes optent pour l'école de journalisme de Lille. Je choisis les États-Unis et travaille mon anglais en écoutant la BBC.

J'espère aussi que l'expérience que j'ai acquise à l'adolescence en travaillant au service d'un petit magazine culturel

bruxellois, en chroniquant des disques et des concerts de rock, de jazz, de folk et en interviewant des chanteurs comme Bernard Lavilliers, Pierre Rapsat et Alain Souchon va jouer en ma faveur.

Je garde de ces interviews un souvenir attendri, car elles m'ont permis de tutoyer les étoiles montantes de la chanson française comme si je les connaissais depuis longtemps. Je posais, ingénue, des questions élémentaires sur la vie, la mort, l'amour et le succès.

Bernard Lavilliers a 32 ans quand je le rencontre. J'en ai 20. La veste de cuir sur le dos, il cherche désespérément des cigarettes dans l'hôtel bruxellois où l'interview doit se dérouler. Il en trouve. Lui qui fuit les émissions de TV semble ravi de pouvoir s'exprimer longuement, en toute liberté. Il nous accorde deux heures. Ses nerfs sont, comme ses chansons, à fleur de peau. « Tu sais, les gens qui vivent par transfert, par ersatz, les gens qui, sans arrêt, sont dans une position de critique, qui te pompent ton sang, sont vraiment les gens que je hais... Il y a un moment où je leur dis : "Mais qu'est-ce que tu fais, toi ? De positif ou négatif ? Est-ce que tu agis ?" » Chaque interview est une leçon de vie pour moi. Je découvre le rare privilège du journaliste de pouvoir parler à qui il veut, d'écouter et d'apprendre.

Le marché de l'emploi dans les médias étant restreint, mes parents me conseillent de placer une deuxième corde à mon arc : je me lance ainsi dans une formation plus générale, un bac (qu'on appelle alors « candidature ») en sciences politiques, économiques et sociales, puis un master (ou « licence ») en criminologie à l'Université de Louvain (UCL), suivis d'un stage et d'un mémoire sur le terrorisme réalisé à l'Université de Montréal. La criminologie m'ouvre les portes d'un monde nouveau où l'on apprend les fondements du droit